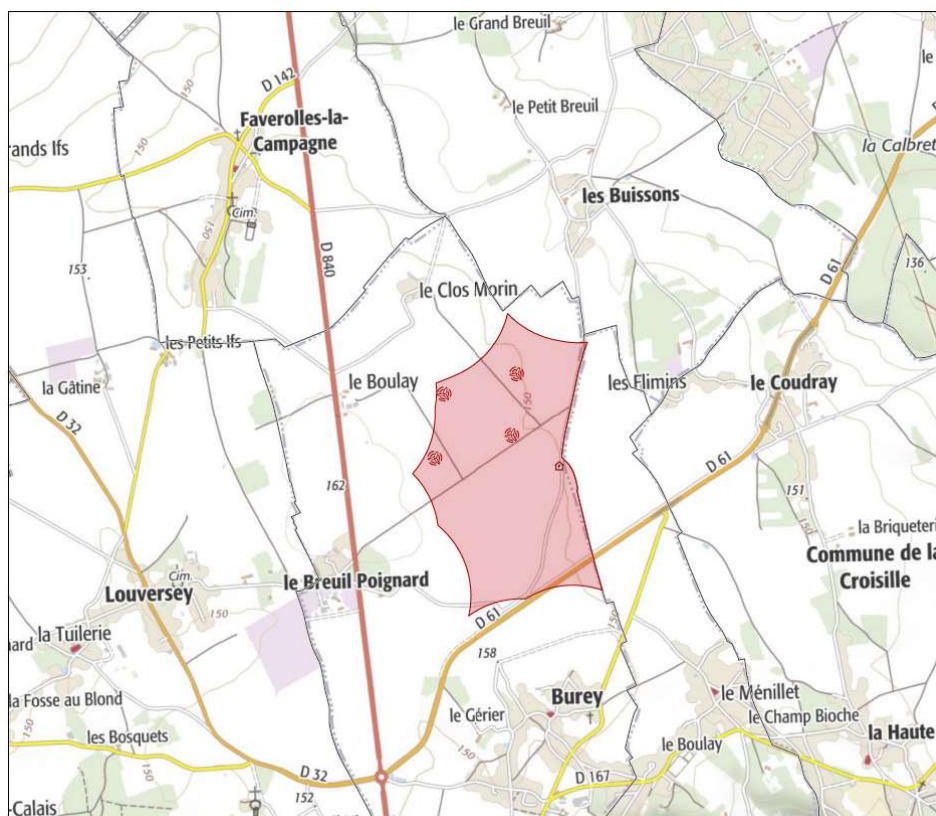


## CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUETE

### Enquête publique préalable à l'autorisation environnementale relative à l'exploitation d'un parc éolien de 4 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de BUREY - 27190

Maître d'ouvrage : **SAS LE CHEMIN DE LA CORVÉE**

Du 1<sup>er</sup> mars 2023 à 9h00 au 1<sup>er</sup> avril 2023 à 12h00



Composition de la commission d'enquête :

Président : M. Jean-François BARBANT

Membres titulaires : Mme Natacha LECOCQ et M. Gilles SAPIN

Tribunal Administratif de Rouen - Dossier N° E22000092 / 76

Préfecture de l'EURE - Arrêté préfectoral n°DCAT/SJIPE/MEA/23/010

---

## PREAMBULE

---

Les conclusions et avis de la commission d'enquête font suite à la rédaction du rapport relatif à l'enquête publique, qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> avril 2023 portant sur l'autorisation environnementale relative à l'exploitation d'un parc éolien de 4 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de BUREY – 27190.

---

## L'ENQUETE PUBLIQUE

---

### Présentation et contexte de l'enquête publique

La présente enquête publique porte sur la demande d'autorisation environnementale relative à l'exploitation de quatre aérogénérateurs sur la commune de Burey dans l'Eure.

Cette demande d'autorisation environnementale a été déposée auprès des services de l'Etat le 11 mars 2022 avant d'être complétée le 16 décembre 2022 suite à son instruction. La recevabilité du dossier a été formulée par l'unité bidépartementale Eure-Orne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement le 20 décembre 2022, ce qui a permis l'organisation de cette enquête publique.

Dans le respect des dispositions contenues notamment dans le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, le préfet de l'Eure a défini les modalités pratiques de cette consultation du public par arrêté préfectoral référencé DCAT/SJIPE/MEA/23/010 du 31 janvier 2023. La durée de cette enquête publique a ainsi été fixée à 32 jours du 1<sup>er</sup> mars 2023 au 1<sup>er</sup> avril 2023.

### Pétitionnaire

Le projet est porté par la société EDPR France Holding via sa filiale la SAS Le Chemin de la Corvée 25, quai Panhard-et-Levassor - 75013 Paris. Cette société est devenue le 29 mars 2023 EDPR Energies France.

### Désignation de la commission d'enquête publique

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen a désigné le 5 janvier 2023 une commission d'enquête composée de trois commissaires enquêteurs, pour conduire l'enquête publique préalable à l'autorisation environnementale relative à l'exploitation d'un parc éolien de 4 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de BUREY.

Les membres de la commission d'enquête sont Monsieur Jean-François BARBANT (Président), Madame Natacha LECOCQ et Monsieur Gilles SAPIN (Membres titulaires).

### Fonctionnement de la commission d'enquête

Les membres de la commission d'enquête publique ont entendu toutes les personnes et services nécessaires à la bonne compréhension des éléments du dossier, ont organisé les visites sur le site et aux abords de manière concertée pendant la durée de cette enquête publique.

Ainsi, le rapport, les conclusions motivées et l'avis sont le résultat des échanges entre ses membres.

### Réglementation applicable au projet

Au regard des dispositions issues de la nomenclature relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que de celles du code de l'environnement en ses articles L.512-1, L.181-1 et suivants, le présent projet d'implantation de quatre éoliennes sur la commune de Burey relève de la rubrique 2980.

Plus précisément, cette catégorie concerne l'autorisation environnementale lorsque ledit projet intègre des installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou

plusieurs aérogénérateurs dont l'un d'eux possède un mât et une nacelle à une hauteur égale ou supérieure à 50 mètres au-dessus du sol.

Conformément aux caractéristiques techniques, le projet est également soumis à d'autres dispositions réglementaires et légales en vigueur au jour du dépôt du dossier de demande d'autorisation, à savoir notamment les dispositions du code de l'énergie en ses articles L.311-3 et suivants, du code du patrimoine et du code de l'urbanisme.

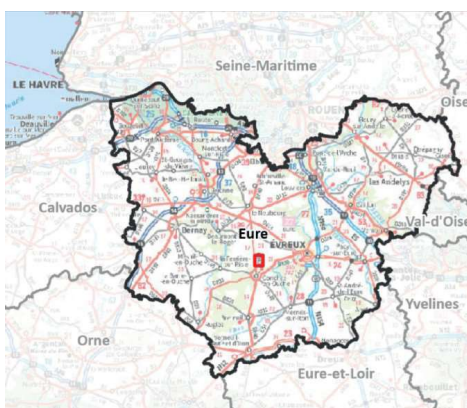
---

## RAPPEL DU PROJET

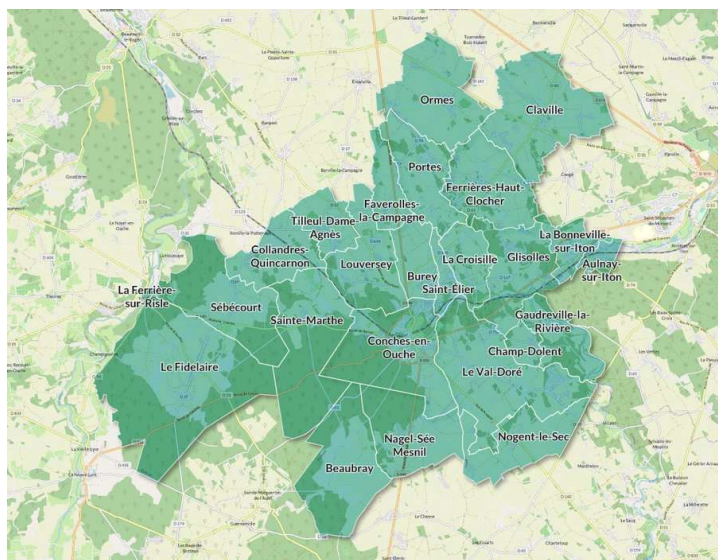
---

### La localisation du projet

Cette commune compte depuis 2020, 405 habitants et elle est située dans le Nord-Ouest de la France, à 15 kms au sud-ouest d'[Évreux](#) et à 2,9 kms de Conches en Ouche dans le département de l'Eure en Normandie.



Elle fait également partie de la [Communauté de communes du Pays de Conches](#), laquelle regroupe 25 communes. Cette intercommunalité représente une population de 19 274 habitants.



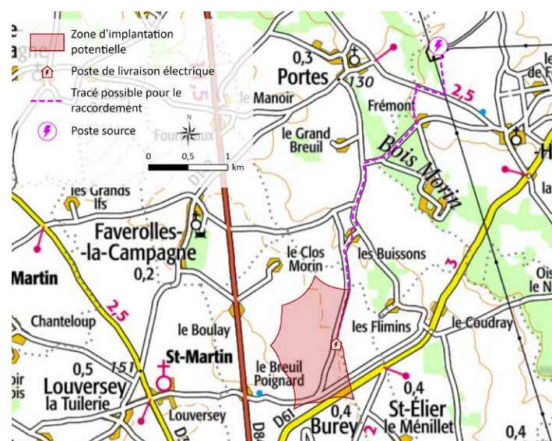
D'après le dossier, le parc éolien de Burey est composé de quatre éoliennes d'une puissance totale de 8,8 mégawatts pour une production arrêtee à 18 500 MWh annuels. Les machines proposées sont de la marque VESTAS V100 d'une hauteur de 120 mètres en bout de pale. La durée prévisionnelle du chantier de construction est d'environ douze mois.

L'emprise totale de cette implantation est de 2 hectares intégrant les chemins communaux, une surface de 1 500 m<sup>2</sup> pour chacune des éoliennes et deux bâtiments techniques de 25 m<sup>2</sup> chacun.

Plus précisément, ce parc éolien de Burey sera implanté sur les parcelles cadastrales privées, sises dans une zone dominée par des terres agricoles principalement céréalières suivantes :

- Parcelle AE 7 pour une contenance de 7 585 m<sup>2</sup> sur les 485 740 m<sup>2</sup> de superficie totale pour les éoliennes 1, 2 et 3.
- Parcelle AH 10 pour une contenance de 1 575 m<sup>2</sup> sur les 280 246 m<sup>2</sup> de superficie totale pour l'éolienne 4.
- Parcelle XA 15 pour une contenance de 238 m<sup>2</sup> sur les 4 521 m<sup>2</sup> de superficie totale pour les bâtiments techniques et le câblage.

Le dossier précise que les chemins communaux 20, 16 et de Portes aux Clos Morin seront réhabilités dans le cadre de ce projet.



Il est produit, en pièce 3 du dossier, la copie des promesses de baux à construction avec convention de mise à disposition en vue de la réalisation de ce projet de parc éolien pour l'ensemble des propriétaires concernés.

### **La chronologie des démarches du pétitionnaire envers le public et les collectivités territoriales**

Chronologiquement, ce projet de parc éolien a été initié par RP Global en 2009 lors de sa présentation au conseil municipal de Burey avant sa présentation en séance du conseil communautaire en 2012.

Le maire de Burey, dans son courrier référencé C35, a rappelé les éléments de concertation avec le public depuis 2011, notamment avec la présentation du projet aux élus communautaires, la mise en place d'un « forum éolien » à la salle des fêtes de Burey et la visite du parc éolien de Fruges » en 2011.

Le 8 octobre 2012, lors de cette séance du conseil communautaire, les élus ont voté en faveur de la création de la zone de développement éolien sur la commune de Burey, ce qui a donné lieu à un arrêté préfectoral de création de cette zone le 30 janvier 2013.

Après cession des droits de ce projet à EDPR par RP Global en 2018, des présentations ont été à nouveau réalisées devant le conseil municipal de Burey et le conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Conches.

En 2019, les études réglementaires ont été confiées et lancées par le cabinet d'études Auddicé. En juillet et décembre 2020, des réunions de cadrage ont été organisées avec les services de la DREAL. En janvier 2021, une nouvelle présentation du dossier a alors été proposée aux élus de la commune de Burey avant un vote favorable en mars.

Le pétitionnaire a alors adressé en février 2021 une première lettre d'information aux habitants de Burey et aux communes limitrophes parallèlement à l'organisation d'une campagne de porte à porte sur ces communes du 22 au 26 février 2021. En juin 2021, la société a fait visiter aux élus de Burey le chantier de construction du parc éolien de Roman-Grandvilliers.

Le dossier mentionne également la tenue d'une rencontre conjointe avec la communauté de communes du Pays de Conches et le Siège 27 en avril 2021, laquelle a précédé celle d'octobre de la même année avec le vice-président du conseil départemental de l'Eure.

Les 20 et 23 juin 2021 de 17 heures à 21 heures, des permanences d'information ont été réalisées pour informer et répondre aux questions des administrés et riverains ainsi que pour présenter le planning prévisionnel du projet.

Une deuxième lettre d'information a été distribuée en juillet 2021 aux habitants de Burey et communes limitrophes avec une nouvelle campagne de porte-à-porte sur la seule commune de Burey.

Les études et la rédaction du résumé non technique ont été finalisées avec le cabinet Auddicé de septembre à octobre 2021 avant leur envoi aux communes concernés en janvier 2022.

Le dépôt de la demande d'autorisation environnementale date du 11 mars 2022.

Le 8 janvier 2023, une réunion publique pour les élus des communes concernées a été organisée dans la salle des fêtes de Burey.

### **Les caractéristiques techniques du projet**

Il est rappelé qu'un projet d'implantation d'un parc éolien se doit de respecter plusieurs impératifs, tels que :

- l'éloignement de l'habitat
- la compatibilité avec les documents d'urbanisme et la cohérence du projet avec les priorités en matière de développement durable et de transition énergétique du territoire
- la disponibilité d'une ressource en vent propice
- la prise en compte des enjeux environnementaux
- l'absence de contraintes liées aux principales servitudes techniques et réglementaires incompatibles avec le développement de l'éolien
- la capacité d'accueil du réseau électrique

Tout d'abord, le projet éolien de Burey est situé dans la zone 3 « Le Plateau du Neubourg » qui est une zone favorable à l'implantation de nouveaux parcs éoliens selon le schéma régional éolien (SRE), annexe du schéma régional climat-air-énergie (SRCAE) de 2013 toujours en vigueur.

En outre, la commune de Burey est dotée d'une carte communale, laquelle prévoit dans le secteur concerné par le projet de parc éolien la possibilité d'intégrer des équipements d'intérêt public et collectif dont ce type d'aménagement fait partie.

Par ailleurs, par un arrêté préfectoral du 30 janvier 2013 précité, la commune de Burey a fait voter la création d'une zone de développement éolien (ZDE) sur son territoire dans laquelle s'inscrit la zone d'étude du projet. Il est précisé que le cadre administratif de ces zones a cependant été supprimé.

Techniquement, l'article L. 553-1 du code de l'environnement régit l'implantation des parcs éoliens et fixe, à ce titre, une distance minimale de 500 mètres entre une éolienne et un bâtiment à usage d'habitation. Les premières habitations présentes aux abords du site sont localisées à 550 mètres.

Sur la communauté de communes du Pays de Conches, le dossier rappelle que la surface disponible apte à accueillir un projet éolien selon ce critère est de 67,52 km<sup>2</sup> sur une surface totale de 260 km<sup>2</sup>, soit 26 % du territoire de l'intercommunalité, incluant le site de Burey.

Le projet d'implantation sur la commune de Burey évoque également le critère relatif à la vitesse moyenne du vent lequel est, d'après les données recueillies, de 5,7 mètres par seconde à 80 mètres d'altitude, soit un vent orienté en majorité sud/sud-ouest de 20,6 km/h.



En ce qui concerne les variantes, le pétitionnaire en a présenté quatre dont la différence résulte du nombre d'éoliennes et, pour l'une d'entre elles, du modèle. Pour autant, la variante n°1 propose 8 éoliennes modèle V90 de 75 m au moyeu, la variante n°2 propose 6 éoliennes de même modèle, la variante n°3 propose 5 éoliennes de modèle identique. La dernière variante, qui a été choisie au terme d'une délibération du conseil municipal de Burey en mars 2021 de 4 éoliennes de modèle V100 de 70 m de moyeu et de diamètre de rotor de 100 m.

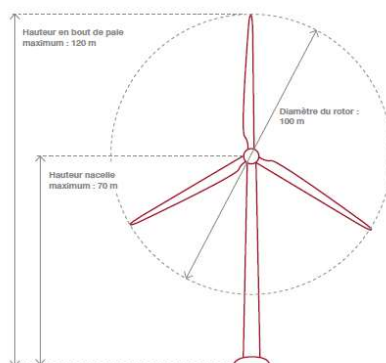


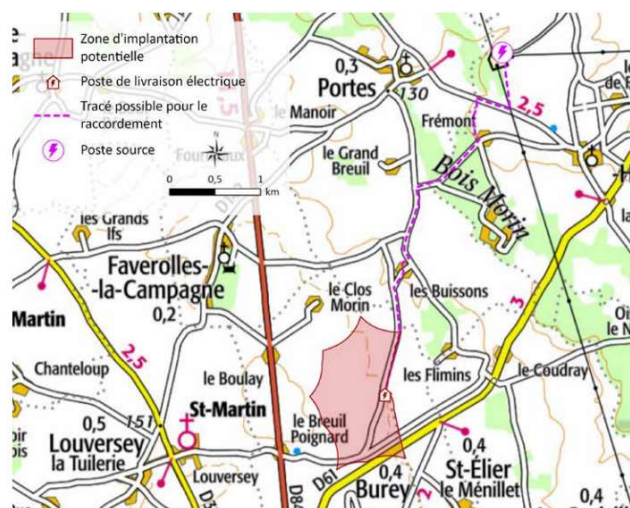
Figure 52 : schéma et dimension de l'éolienne V100 (source : EDPFR)

Deux bâtiments techniques sont prévus pour une contenance chacun de 25 m<sup>2</sup>. Ils seront implantés au sud de l'éolienne n°4, le long de la route à l'est du projet. L'un des bâtiments servira de poste de livraison du parc éolien.

### Raccordement électrique du parc au poste source

Le raccordement du projet au réseau public se fera entre les postes de livraison (limite entre l'installation privée et le réseau public) et un poste source HTA/HTB (interface entre le réseau public de distribution et le réseau public de transport). Le raccordement sera réalisé au niveau de tension HTA 20 kV.

Le tracé du câble reliant le poste de livraison au poste source empruntera les accotements des routes et des chemins publics et évitera les zones écologiquement sensibles, le gestionnaire du réseau public de distribution étant occupant de droit du domaine public.



Aujourd'hui, le poste source envisagé est celui de Tilleul, dans la commune de Ferrières-Haut-Clocher, localisé à 3 km du site de Burey. Début 2021, il disposait d'une capacité d'accueil disponible « ENR » au titre du S3REnR de 27,0 MW. Sa proximité avec le site en fait un atout important dans la faisabilité du projet.

Le potentiel de raccordement est amené à évoluer au fur et à mesure de la création de nouveaux raccordements ; aussi le tracé précis et définitif du raccordement n'est connu qu'à la réception de la proposition technique et financière (PTF) de la part d'Enedis.

---

## CAPACITES TECHNIQUE ET FINANCIERES

---

### Capacités techniques

La construction et l'exploitation du projet de parc éolien de Burey bénéficieront des compétences des équipes d'EDPR en France et des moyens financiers du groupe EDPR, et de ses prestataires et partenaires :

- La construction du projet de Burey sera réalisée par des entreprises de renom, disposant d'une très bonne connaissance des spécificités techniques du secteur éolien, et sera supervisée par le département Ingénierie et Construction d'EDPR basé en France ;

- Durant les premières années d'exploitation, la maintenance sera assurée par les fournisseurs de turbines, industriels dont l'envergure mondiale est établie, garantissant ainsi le bon fonctionnement de celles-ci et la bonne connaissance des machines, sous la supervision du département Opérations et Maintenance d'EDPR en France. Sur le long terme, la maintenance est confiée à des sociétés expertes dans la maintenance de parcs éoliens. Durant la phase d'exploitation, le département Opérations et Maintenance d'EDPR en France (13 personnes en France, réparties sur l'ensemble du territoire) veille constamment à la bonne productivité des parcs éoliens en exploitation.

A cet effet, les chargés d'exploitation ont pour mission de gérer les interventions des prestataires et de veiller à ce que l'ensemble des opérations soit effectué dans le respect des obligations réglementaires, environnementales et des mesures d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein d'EDPR. Plus précisément, une fois le parc éolien mis en service, un chargé d'exploitation est basé à proximité du parc éolien en vue d'en assurer au mieux la constante supervision et maintenance. A l'instar des autres parcs éoliens exploités par EDPR en France, le projet de Burey sera équipé suivi 24h/24h grâce aux systèmes de télésurveillance (SCADA). Une permanence sera donc assurée afin de réagir instantanément en cas d'incident ou d'urgence.

### Capacités financières

Le pétitionnaire bénéficie du soutien financier du groupe EDPR pour le développement, la construction et l'exploitation du projet de Burey. Ce soutien financier est garanti par EDP Renewables Europe, société détentrice de l'intégralité des actions du Pétitionnaire, ainsi que par EDP Renovaveis SA, société mère du groupe EDPR.

Le Pétitionnaire ne sera pas contraint de recourir à un quelconque financement extérieur (dette bancaire), les projets du groupe EDPR étant financés en fonds propres (au moyen de comptes-courant d'associés ou d'augmentation du capital de la société portant le projet de Burey). Ce modèle de financement est gage de flexibilité et permet ainsi une plus grande réactivité et adaptabilité lorsqu'un appel de fonds est nécessaire en phase de construction ou d'exploitation. Afin de garantir ses capacités financières, le pétitionnaire dispose d'une lettre d'engagement de la société EDP Renewables Europe (lettre de confort de la société mère) au titre de laquelle la société EDP Renewables Europe s'engage à apporter tous les moyens nécessaires en vue d'assurer le financement, la construction, l'exploitation et le démantèlement du projet de Burey.

Le pétitionnaire dispose de l'ensemble des capacités financières permettant le bon développement, la construction, l'exploitation et le démantèlement du projet de Burey

### Un investissement en fonds propres

Le montant total estimé de l'investissement initial est de 12 à 13 millions d'euros pour l'installation de 4 éoliennes et des bâtiments techniques.

### Une fiscalité annuelle du Parc éolien de Burey

En tant que site industriel local, le parc éolien s'acquittera de l'ensemble des impôts et taxes liés à son activité. Ainsi, avec une puissance de 8,8 MW, la fiscalité annuelle s'élèvera à plus de 75 900 € L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER : 7 700 €/MW) en représente la part principale. Quel que soit le régime fiscal du territoire, les communes perçoivent 20 % du produit de l'IFER éolien, les communautés de communes 50 % et le département 30 %.

### **Les revenus fonciers**

EDPR loue l'emplacement des emprises du projet pour les accès, les passages de câbles, les survols et les emplacements d'éoliennes et des bâtiments techniques.

### **La fin d'exploitation et le démantèlement**

EDPR s'engage à prendre à sa charge le démantèlement intégral des éoliennes et de leurs fondations à la fin de l'exploitation du parc éolien. L'article R. 515-101 du Code de l'environnement dispose que la mise en service d'un parc éolien est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant, les opérations de remise en état prévues à l'article R. 515-106. Le montant des garanties financières exigées et les modalités d'actualisation de ce montant sont fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation.

Les opérations de démantèlement et de remise en état du site après l'exploitation comprennent :

- le démantèlement des installations de production ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle ;
- la remise en état des terrains ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées

Le montant initial des garanties financières et les modalités de son actualisation seront inscrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du parc éolien. La société Le Chemin de la Corvée constituera pour le parc éolien des garanties équivalentes à 220 000 euros en souscrivant une assurance auprès d'une compagnie d'assurances. Le document attestant la mise en œuvre de ces garanties financières sera transmis au préfet de Normandie dès la mise en service du parc éolien.

---

## **COMPOSITION DU DOSSIER ET MISE A DISPOSITION DU PUBLIC**

---

Le dossier (version papier et numérique) a été mis à disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de BUREY et en version numérique dans les communes comprises dans un rayon de 6 kilomètres autour du périmètre du projet (Barquet, Berville-la-Campagne, Burey, Caugé, Champ-Dolent, Claville, Collandres-Quincarnon, Conches-en-Ouche, Emanville, Faverolles-la-Campagne, Ferrières-Haut-Clocher, Gaudreville-la-Rivière, Glisolles, la Bonneville-sur-Iton, la Croisille, le Val-Doré, les Ventes, Louversey, Ormes, Portes, Romilly-la-Puthenaye, Saint-Elier, Sainte-Marthe, Tilleul-Dame-Agnès et Tournedos-Bois-Hubert).

Il a été consultable avec une possibilité de téléchargement des documents sur le site internet de la préfecture de l'Eure (lien vers le registre numérique) et sur le registre numérique.

Composition du dossier :

Dossier de demande d'autorisation environnementale :

PIECE 1 Description du projet / PIECE 2 Note de présentation non technique / PIECE 3 Justification de maîtrise foncière / PIECE 4 Etude d'impact / PIECE 5 Annexe 1 - Etude écologique - Annexe 2 - Etude paysagère - Annexe 3 - Etude acoustique / PIECE 6 Résumé non technique de l'étude d'impact / PIECE 7 Etude de dangers et RNT / PIECE 8 Capacités techniques et financières / PIECE 9 Cartes et plans.



Avis des services instructeurs de l'Etat :

Avis de l'agence Régionale de Santé Normandie / Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles / Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Eure / Avis du Service Eau, Biodiversité, Forêt et Service Prévention des risques et aménagement du territoire / Avis de la Direction de la coordination de l'action territoriale (DDTM de l'Eure) / Avis de la Direction des Systèmes d'Observation Météo France.

Avis de la MRAe :

Commentaires de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale / EDPR Réponses à l'avis de la MRAe

Autres documents :

L'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête / L'avis d'ouverture de l'enquête publique / Les copies des annonces légales parues dans la presse / Les avis des communes transmis à la commission durant l'enquête.

---

**AVIS DES SERVICES ET ORGANISMES CONSULTES PREALABLEMENT A L'ENQUÊTE**

---

**Avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) de Normandie**

Le 7 avril 2022 l'autorité environnementale a été saisie pour avis sur l'implantation d'un parc éolien composé de quatre éoliennes sur la commune de Burey (27)

En date du 7 juin 2022 après délibération, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) a rendu son avis n° 2022-4429.

Le projet se situe sur un territoire majoritairement rural, dans la région naturelle de la plaine du Neubourg. Le territoire aux alentours du site est largement dominé par des cultures céréalières.

L'aire d'étude immédiate n'est concernée par aucune zone remarquable au titre du patrimoine naturel en raison du contexte agricole intensif. Une attention particulière devra toutefois être portée au Busard Saint-Martin, nicheur sur le site et menacé de disparition sur le territoire national, ainsi qu'aux chiroptères, espèces particulièrement sensibles au fonctionnement des éoliennes.

Sur la forme, le dossier est clair, pédagogique et bien documenté. L'étude d'impact est étayée, accompagnée d'annexes importantes. Sur le fond, s'agissant plus particulièrement des composantes climat, sols et consommation d'espace, biodiversité et paysage, l'autorité environnementale formule notamment les recommandations suivantes :

- compléter le dossier par une analyse permettant de mieux justifier le choix du site d'implantation au regard d'autres solutions d'implantation envisageables ;
- détailler le calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées par rapport aux émissions de GES du mix énergétique français ;
- approfondir l'analyse des incidences du projet sur la faune volante, notamment en lien avec la haie de la Mare Canchée, et compléter les mesures d'évitement et de réduction envisagées, le cas échéant par une révision de l'implantation des éoliennes E1 et E2 afin de limiter l'impact du projet sur la faune volante ;
- renforcer les critères de mise en œuvre du bridage des éoliennes afin de limiter l'impact du projet sur la faune volante ;
- compléter l'analyse paysagère en intégrant la perception sociale du paysage, en particulier dans l'environnement immédiat du site du projet ;
- prévoir la mise en place d'un dispositif permettant de recueillir en continu l'expression des riverains sur les nuisances susceptibles d'être ressenties une fois le parc mis en service.

En juin 2022, le porteur de projet a apporté les réponses aux recommandations mentionnées dans l'avis de la MRAe :

***Sur la recommandation de compléter le dossier par une analyse permettant de justifier le choix de l'emplacement du projet au regard d'autres solutions d'implantation envisageables, compte tenu de leurs impacts respectifs sur l'environnement et la santé humaine.***

Le choix de l'emplacement d'un projet éolien relève dans un premier temps de l'identification d'une zone libre de contraintes réglementaires sur un territoire (distance aux habitations, zones écologiques, servitudes aéronautiques, infrastructures routières, etc.)

La zone a en parallèle été considérée comme une zone favorable au regard des différents critères tels que l'environnement naturel et humain grâce aux différentes études réalisées par la communauté de communes dans le cadre de la zone de développement éolien (2013) et du Schéma régional éolien (2013).

Suite à l'identification de ces zones potentielles, la première étape et condition essentielle de développement d'un projet pour EDPR est l'accord du conseil municipal. Nous suivons en ce sens la charte de bonnes pratiques AMORCE ainsi que celle de France Energie Eolienne.

Ainsi le choix du site du projet éolien de Burey s'inscrit dans un processus d'analyse multicritères qui a permis d'identifier son intérêt au regard de différents paramètres et enjeux, parmi lesquels :

- L'éloignement aux habitations ;
- La prise en compte des enjeux environnementaux ;
- La disponibilité de la ressource en vent ;
- La compatibilité avec les documents d'urbanisme et les servitudes techniques ;
- La capacité d'accueil du réseau électrique.

Ces éléments confirment la pertinence d'étudier un projet éolien sur cette zone.

Par ailleurs il est à souligner que la présence du radar d'Evreux contraint fortement les zones de développement dans l'Eure

***Sur la recommandation de détailler le calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées par le projet de parc éolien par rapport aux émissions de GES correspondant au mix énergétique français et de détailler dans l'étude d'impact la prise en compte du cycle de vie du parc.***

Le calcul a été réalisé sur une période de 30 ans à partir du facteur d'émission de CO<sub>2</sub> de 14,1 kgCO<sub>2</sub>/MWh pour l'éolien et 56 kgCO<sub>2</sub>/MWh pour le mix énergétique électrique. EDPR estime une économie sur 30 ans de 23 255 tonnes de CO<sub>2</sub> émis.

***Sur la recommandation de compléter l'état initial de l'environnement en décrivant les caractéristiques agroécologiques des sols du site du projet et de préciser les conditions de leur restauration dans le cadre des travaux de remise en état après exploitation***

Renvoi à l'Etude d'impact page 201

Conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, modifié par l'arrêté du 22 juin 2020 puis par l'arrêté du 10 décembre 2021, le parc éolien sera démantelé et le site sera remis à l'état initial à l'issue de la phase d'exploitation : les socles des aérogénérateurs, les chemins d'accès et les plateformes seront supprimés. Le béton des fondations sera entièrement extrait et l'ensemble sera recouvert de terre « de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation » (selon l'annexe 4 des promesses de bail signées par les propriétaires exploitants).

Les matériaux extraits (béton, câbles, graviers...) seront enlevés du site et transportés en déchetterie pour enfouissement ou recyclage.

L'impact du démantèlement sur le sol sera donc positif faible permanent.

Par ailleurs, la chambre d'agriculture a été informée du projet éolien de Burey et a notamment recommandé l'installation des éoliennes le long des chemins ruraux ou des voies existantes, ce qui est le cas pour 2 machines sur 4, la taille des deux chemins d'accès ayant été minimisée au maximum.

***Sur la recommandation de compléter l'état initial relatif à la biodiversité en précisant les fonctionnalités de la haie de la Mare Canchée***

L'étude relative à la haie de la « Mare Canchée » est consultable dans le volet écologique de l'étude d'impact mise à jour page 154.

Dans le cadre de cette étude, deux enregistreurs (SM4) ont été installés : le premier enregistreur est placé au sein de la haie, le second est installé en plein champ à une distance d'environ 100 m de la haie.

La haie joue un rôle attractif plus spécifiquement pour le groupe des Pipistrelles. Néanmoins, cette attraction s'estompe rapidement dès lors qu'on s'en éloigne puisqu'à 100 m de cette haie, l'activité est cohérente à un contexte de culture en milieu complètement ouvert. D'une manière globale, pour le groupe des Sérotines ou Noctules, on constate que les contacts à 100 m sont plus importants que ceux relevés dans la haie. On peut considérer que la haie ne joue pas un rôle attractif pour ce groupe d'espèces

Par conséquent, la haie de la « Mare Canchée » ne joue pas un rôle fonctionnel majeur pour les chiroptères à l'échelle du territoire et une distance d'environ 100 m d'éloignement par rapport à cette haie correspond à un contexte équivalent à un milieu ouvert de culture intensive dépourvu de connexion écologique majeure. Ces données ont été prises en compte dans la définition du nouveau plan de bridage présenté dans ce document qui permettra de réduire significativement le risque de mortalité en intégrant les paramètres température et vitesse de vent qui influencent également l'activité chiroptérologique au niveau de la haie.

***Sur la recommandation de réaliser les écoutes de l'activité des chiroptères de mars à octobre, afin de disposer de données sur la dernière partie de transit automnal des nombreuses espèces présentes.***

L'intégralité de l'étude révisée sur mât de mesure est présentée dans le volet écologique de l'étude d'impact page 145.

Les écoutes en hauteur sur mât de mesure ont été réalisées jusqu'à la fin du transit automnal. Cependant, le cycle a été analysé en 2 temps : du 26 mars au 16 septembre 2021 afin de disposer d'éléments liés à l'activité sur mât de mesure pour le dépôt du dossier puis de mi-septembre à fin octobre 2021.

D'après les données chiroptérologiques relevées sur ces deux études en hauteur, on constate que globalement, l'activité relevée au château d'eau est plus importante que celle relevée au niveau du mât de mesure.

On constate qu'au cours de la période estivale, l'activité est nettement plus élevée au château d'eau que celle au niveau du mât de mesure. Elle est par ailleurs plus importante que celle relevée à 10 m. Au cours du mois de septembre, il apparaît que les données de chiroptères relevées à 10 m au niveau du mât de mesure sont supérieures à celles du château d'eau.

Quoiqu'il en soit, le nombre de contacts comptabilisés à 70 m au niveau du mât de mesure est nettement inférieur à l'activité relevée à 40 m au niveau du château d'eau. Au regard de ces éléments, il apparaît que la plaine agricole de grande culture est moins favorable que les habitats proches du château d'eau. En effet, il faut voir ici l'influence de la présence d'une mare et d'un bosquet arbustif à proximité du château d'eau et également l'alignement d'arbres qui suit la D61 qui joue vraisemblablement un axe de déplacement pour certaines espèces de chiroptères comme la Pipistrelle commune

***Sur la recommandation, selon les résultats de l'approfondissement de l'état initial portant notamment sur les fonctionnalités écologiques de la haie de la Mare Canchée, de compléter l'analyse des incidences du projet sur la faune volante.***

L'analyse de l'étude de l'activité chiroptérologique au niveau de la haie de la « Mare Canchée » est détaillée page 154 de l'étude écologique mise à jour.

La haie de la « Mare Canchée » ne constitue pas un habitat structurant les déplacements à l'échelle du territoire. Les résultats de l'étude ont démontré que l'activité chiroptérologique relevée à 100 m de la haie est équivalente à celle relevée à 10 m de hauteur au niveau du mât de mesure en contexte de grande culture dépourvu de connexion écologique.

Par conséquent, le positionnement des éoliennes à proximité de la Haie de la « Mare Canchée » n'aura pas d'incidence sur les fonctionnalités à l'échelle du territoire.

Par ailleurs, le bridage des éoliennes permettra également de réduire significativement le risque de mortalité en intégrant les paramètres température et vitesse de vent qui influencent également l'activité chiroptérologique au niveau de la haie.

En définitive, le bridage mis en place (plus précisément décrit ci-dessous) et l'absence de rôle fonctionnel de la haie induisent que le parc éolien de Burey n'aura pas d'incidence significative sur les chiroptères

***Sur la recommandation, selon les résultats de l'approfondissement de l'analyse des incidences du projet sur la faune volante, notamment en lien avec la haie de la Mare Canchée, de compléter les mesures d'évitement et de réduction envisagées, le cas échéant par une révision de l'implantation des éoliennes E1 et E2 afin de limiter l'impact du projet sur la faune volante.***

Les paramètres de bridage des éoliennes ont été révisés pour couvrir les facteurs influençant l'activité des chiroptères au niveau de la haie.

***Sur la recommandation d'appliquer des critères plus protecteurs pour la mise en œuvre du bridage des éoliennes, notamment en ce qui concerne la température et la vitesse du vent.***

Le bridage mis à jour permet de couvrir 90,69% de l'activité chiroptérologique avec les conditions suivantes :

- Vitesse de vent inférieure à 6 m/s
  - Température supérieure à 11°C
  - Entre le coucher du soleil et le lever du soleil
  - Du 15 mars au 31 octobre
  - En l'absence de précipitation
- Toutes les éoliennes sont concernées par ce plan de bridage.

Les paramètres de bridage pourront être adaptés le cas échéant en fonction des résultats des suivis environnementaux qui seront réalisés en phase d'exploitation du parc éolien de Burey.

***Sur les recommandations de compléter la méthode employée pour l'analyse paysagère en intégrant la perception sociale du paysage, en particulier dans l'environnement immédiat du site du projet, et en analysant les incidences comparées de plusieurs variantes.***

Une campagne de porte-à-porte, réalisée en février 2021 sur les communes de Burey, Conches-en-Ouche, Faverolles-la-Campagne, La Croisilles, Portes, Saint-Élier et Louversey, a permis d'appréhender la manière dont les habitants perçoivent leur paysage quotidien, notamment à proximité immédiate du site du projet.

Les riverains à proximité du site du projet décrivent principalement leur paysage du quotidien comme agricole, plat et « vert », pour sa dominante végétale. En effet, les pratiques agricoles locales (céréaliculture) construisent sur le plateau un paysage déjà fortement anthropisé. Cette description vient corroborer l'état initial paysager.

Nous précisons également qu'au fur et à mesure du développement du projet, les différentes variantes ont été présentées et discutées avec le conseil municipal de Burey qui a ainsi pu donner son avis sur l'intégration paysagère et participer à la définition de l'implantation finale.

***Sur la recommandation de démontrer l'efficacité des mesures d'intégration visuelle des installations projetées et de les compléter, en tant que de besoin, au vu des éléments résultant de l'analyse des perceptions sociales du paysage.***

Le projet est composé de 4 éoliennes et de 2 bâtiments techniques (poste de livraison et local technique). Concernant l'intégration visuelle des éoliennes, nous respecterons la réglementation en proposant des machines de couleur blanche, composées d'un mât modulaire et de matériaux de qualité sans installations visibles à l'extérieur des mâts. Par ailleurs les mesures de réduction permettent également d'améliorer leur intégration paysagère, comme par exemple la mesure n°5 de réduction des perceptions depuis le belvédère de Conches-en-Ouche qui consiste à aligner les éoliennes 3 et 4 de sorte qu'une seule ligne sur les deux est perceptible depuis ce point

***Sur la recommandation de prévoir la mise en place d'un dispositif permettant de recueillir en continu l'expression des riverains sur les nuisances susceptibles d'être ressenties une fois le parc mis en service.***

A la mise en service du parc éolien, un registre de plaintes sur la réception TV ou les nuisances sonores sera disponible en mairie de Burey et également proposé aux communes limitrophes du parc éolien, afin que les riverains qui le souhaitent puissent être mis en contact avec la société d'exploitation du parc.

Un département dédié à la gestion des actifs et à la relation locale suivra et traitera les potentielles remontées liées à l'activité du parc.

Un panneau d'information indiquant les numéros de téléphone à joindre en cas de problème sera également installé sur site.

**Avis du Ministère chargé des transports « service national d'ingénierie aéroportuaire »** en date du 31 mars 2022 : Avis Favorable Prévoir un balisage diurne et nocturne réglementaire et adresser un mois avant les travaux une déclaration de montage du parc éolien

**Avis du Ministère des Armées « direction de la sécurité aéronautique d'état – direction de la circulation aérienne militaire** en date du 17 mai 2022 : Avis favorable Prévoir un balisage diurne et nocturne réglementaire et déclarer l'ouverture et la fin de chantier. Transmettre les caractéristiques précises des éoliennes et la décision préfectorale

**Avis de l'Agence Régionale Normandie ARS** en date du 23 mars 2022 : Avis Favorable Réaliser une campagne de mesure acoustique lors de la mise en service du parc et adapter si cela s'avère nécessaire le plan de gestion du parc.

**Avis de la Direction régionale des affaires culturelles DRAC (Archéologie préventive)** en date du 23 mars 2022 : Arrêté préfectoral avec une opération de diagnostic archéologique

**Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (UDAP)** en date du 14 avril 2022 : Avis Réservé. Un travail d'échanges entre le porteur de projet et l'UDAP 27 a été mené depuis plusieurs années afin que les enjeux patrimoniaux soient les mieux pris en compte. Remarque qu'une zone plus au nord de Conches en Ouche semble mieux adaptée car plus éloignée de Conches en Ouche et permet surtout d'éloigner les éoliennes des habitations car le principal défaut de projet est sa très grande proximité avec les hameaux qui l'entourent.

**Avis du SPRAT (Service eau, Biodiversité, Forêt et Service Prévention des risques et aménagement du territoire)** en date des 28 mars 2022 et 12 avril 2022 : Avis Favorable - Alerte par rapport à l'enjeu chiroptères, notamment l'espèce « Noctule de Leisler »

**Avis de la Préfecture de l'Eure (Direction de la coordination de l'action territoriale)** en date du 17 mars 2022 : pas d'avis Pas d'observations particulières.

**Avis de la Direction des Systèmes d'Observation météo France** en date du 16 mars 2022 Aucune contrainte réglementaire spécifique ne pèse sur ce projet éolien au regard des radars météorologiques, et l'avis de Météo-France n'est pas requis pour sa réalisation.

---

## DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

---

L'enquête publique s'est déroulée du 1er mars à partir de 09h00 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2023 à 12h00, soit 32 jours consécutifs.

Nous avons tenu 6 permanences à la mairie de BUREY, conformément à l'arrêté préfectoral :

- le mercredi 1<sup>er</sup> mars 2023 de 9h00 à 12h00
- le jeudi 9 mars 2023 de 16h00 à 19h00
- le lundi 13 mars 2023 de 16h00 à 19h00
- le vendredi 17 mars 2023 de 16h00 à 19h00
- le mercredi 22 mars 2023 de 16h00 à 19h00
- le samedi 1<sup>er</sup> avril 2023 de 9h00 à 12h00

Les observations et propositions ont pu être déposées sur un registre numérique accessible à l'adresse : <https://www.registre-numerique.fr/projet-eolien-burey> et par courriel : [projet-eolien-burey@mail.registre-numerique.fr](mailto:projet-eolien-burey@mail.registre-numerique.fr) pendant toute la durée de l'enquête publique. Elles ont pu être également déposées sur le registre "papier" disponible en mairie de Burey, pendant les heures d'ouverture au public, au cours des permanences, ou être adressées à l'attention du Président de la commission d'enquête, par courrier, avant la clôture de la procédure, au siège de l'enquête publique, Mairie - Burey, Rue des Tilleuls, 27190 Burey.

A l'expiration du délai de l'enquête, les registres d'enquête ont été transmis à la commission et clos par ses soins.

### La publicité légale de l'enquête dans la presse.

Le 1<sup>er</sup> Avis devant paraître dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département au moins quinze jours avant la date d'ouverture de l'enquête : Le Paris Normandie du 8 février 2023 et La dépêche d'Evreux du 10 février 2023.

Le 2<sup>ème</sup> Avis devant paraître dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département les huit premiers jours avant la date d'ouverture de l'enquête : Le Paris Normandie du 2 mars 2023 et La dépêche d'Evreux du 3 mars 2023.

### L'affichage

L'avis d'enquête a été affiché dans les mairies des communes comprises dans un rayon de 6 kilomètres autour du périmètre du projet.

Cinq panneaux avec les affiches des avis ont été mis autour de la zone d'implantation du projet.

Nous avons constaté lors de nos permanences ou lors des visites sur le site que les panneaux d'avis d'enquête étaient bien présents.

## LES AVIS DES COMMUNES ET DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE SUR LE PROJET EOLIEN DE BUREY

Nous avons reçu durant l'enquête 7 avis des conseils municipaux et la Préfecture de l'EURE nous a transmise 8 autres avis :

<b>Communauté de communes du PAYS DE CONCHES</b>	Le Conseil Communautaire <b>n'a pas émis d'avis</b> (50% Pour - 50% Contre) (information reprise dans l'avis du conseil municipal de la commune de Conches en Ouche) dont le Maire est le Président de la communauté de communes)
<b>BERVILLE LA CAMPAGNE</b>	<b>Avis défavorable</b> Hérésie économique, écologique, Problème de santé publique, dévaluation immobilière, proximité de la base 105, zone de développement non favorable (carte fournie aux maires en novembre par les services de la Préfecture. Annonce fait par Monsieur MACRON pour développer d'avantage l'éolien en mer, Non acceptation sociale divisant les habitants et créant un climat social déplorable, un tel projet est considéré comme antidémocratique compte tenu de l'opposition de la majorité des habitants des communes concernées (les habitants de Berville sont opposés aux projets éoliens à plus de 80%)
<b>BARQUET</b>	<b>Avis Défavorable et se prononce contre toute implantation d'éoliennes sur son territoire et à proximité</b> Les éoliennes transforment l'espace rural, la qualité du Paysage sera dévalorisée, la Vallée du Rouloir, Site classé, sera directement impacté; L'avis de la DREAL, en décembre 2022 : la zone choisie pour ces implantations est potentiellement défavorable, à fort enjeu de biodiversité et de paysage; de plus le vent est à peine suffisant pour un parc éolien; Le dossier ne comporte pas d'analyse permettant de justifier le choix de l'emplacement du projet au regard d'autres solutions d'emplacement envisageables; Il n'existe pas d'évaluation précise sur le risque santé (principe de précaution) : bruits nocturnes, champs électromagnétiques des câbles, basses fréquences, effets stroboscopiques; L'impact sur la faune a été minimisé L'impact sur l'immobilier (valeur des biens, baisse de transactions).
<b>EMANVILLE</b>	<b>Avis défavorable</b>
<b>LA CROISILLE</b>	<b>Avis défavorable et refuse toute implantation d'éoliennes sur son territoire et à proximité y compris à Burey et à Louversey et décide d'adopter le label "communes sans éoliennes".</b> La commune de La Croisille sera impactée par tout projet d'implantation d'éoliennes sur le territoire du pays de Conches et notamment sur la commune de Burey puisqu'elles seraient visibles à moins de 1km du hameau des Flimins; Les parcs éoliens transforment l'espace rural en zone industrielle et que la qualité du paysage serait totalement dévalorisée, que la Vallée du Rouloir est site naturel classé depuis 1982;



	<p>L'église Saint Martin de La Croisille et son cimetière forment un site classé depuis 1936;  La présence des éoliennes impactera l'activité économique et touristique du gîte rural et de la ferme auberge;  La diminution de la valeur immobilière des transactions et la baisse des transactions, conséquences de la présence d'éoliennes;  Le manque de communication au sujet du projet et l'organisation d'aucune réunion publique pour présenter celui-ci entraînent des mécontentements et des tensions au sein de la commune et des communes voisines; au sein du SIVOS DU ROULOIR entre la commune de Burey et les autres communes membres (La Croisille et Saint Elier)  Le mouvement et le bruit des pales, les clignotements nocturnes, l'émission de basse fréquences jusqu'à 10 km, le champ électromagnétique des câbles, le ronronnement des moteurs entraîneraient une baisse du bien être physique, mental et social des habitants;  La présence de plusieurs marnières et cavités souterraines rapprochées du projet de Burey;  Des doutes subsistent sur le coût et le démontage des éoliennes, leur recyclage et l'enlèvement des centaines de tonnes de béton, sur la remise en état des sites;  Plusieurs communes proches de la commune de Burey dont Saint Elier, Tilleul Dame Agnès, Portes sont également opposées à tout projet éolien sur le territoire du pays de Conches;  Considérant l'opposition des habitants de notre commune qui ont signé la pétition en 2022 contre les éoliennes.</p>
<b>PORTES</b>	<p><b>Avis défavorable</b>  Les effets néfastes sur le cadre de vie, la tranquillité, voire la santé des habitants,  Les nuisances sur le voisinage, les éoliennes étant implantées à 500 mètres de certaines habitations, Les dépréciations immobilières,  Les dégâts occasionnés sur la faune,  L'implantation d'éoliennes à proximité d'une exploitation laitière.  Au regard de la carte émise par la DREAL pour le département de l'Eure, le projet de BUREY est situé dans une zone peu propice à l'implantation d'éoliennes, en aléas forts  Les conseillers municipaux considèrent que les effets sur l'environnement sont plus néfastes que bénéfiques et que ce projet profite à quelques-uns au détriment du plus grand nombre.</p>
<b>SAINT ELIER</b>	<p><b>Avis défavorable et se prononce contre toute implantation d'éoliennes sur son territoire et à proximité et adopte le label "communes sans éoliennes"</b>  L'Avis défavorable au projet éolien de Burey consigné dans le compte rendu de la réunion du conseil municipal en date du 28/03/2023;  La commune de Saint Elier serait directement impactée par le projet éolien de la commune de Burey;  Les éoliennes transforment l'espace rural, que la qualité du paysage sera dévalorisée, la vallée du Rouloir, site classé, sera directement impacté;  L'avis de la DREAL e, décembre 2022 : la zone choisie pour ces implantations est potentiellement défavorable, à fort enjeu de biodiversité et de paysage; de plus le vent est à peine suffisant pour un parc éolien;  La commune de Saint Elier n'apparaît pas dans l'étude d'impact;  Le dossier ne comporte pas d'analyse permettant de justifier le choix de l'emplacement du projet au regard d'autres solutions d'emplacements envisageables;  Que la campagne de communication n'a pas été réalisée dans des conditions crédibles et qu'aucun résultat ne nous ai été communiqué;  Il n'existe pas d'évaluation précise sur le risque santé (principe de précaution) : bruits nocturnes, champs électromagnétique des câbles, basses fréquences, effets stroboscopiques;  L'impact sur la faune a été minimisé (busard St Martin, chauves-souris...);  La communication sur les puissances installées est trop théorique par rapport aux nombreux cas de bridage, évoqué par l'industriel, pour répondre à certaines requêtes;  L'impact sur l'immobilier (valeur des biens, baisse des transactions);  Le clivage créé par ce projet entre la commune de Burey et ses communes voisines, notamment au sein du Sivos du Rouloir (regroupement scolaire).</p>
<b>TILLEUL DAME AGNES</b>	<p><b>Refuse à l'unanimité des présents et représentés l'implantation d'un parc éolien à Burey et dans toutes zones du Pays de Conches et confirme sa volonté de maintenir le label "Communes sans éolienne"</b>  Les articles 1 et 5 de la loi constitutionnelle de 2005 relative à la charte de l'environnement, la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages de 2016 et la loi sur la protection de la nature de 1976;  Le paysage est un bien commun, le parc éolien de Burey dénaturait la vue depuis de nombreux endroits de notre campagne et que l'authenticité de notre campagne normande serait définitivement perdue;  Notre église est classée monument historique;  Les contraintes architecturales imposées au patrimoine immobilier proche de notre église classée et les efforts financiers en découlant demandés aux propriétaires;  La baisse de la valeur immobilière des maisons et terrains qui serait induite par la présence d'un parc</p>

	<p>éolien à Burey (parc clairement visible depuis la zone de Chanteloup, le chemin du Paradis, la rue du Tilleul et plusieurs endroits de la route de Faverolles), dévalorisation des biens confirmée par les tribunaux et cours d'appel au cours des dernières années;</p> <p>L'impact négatif des éoliennes sur le tourisme local, les gîtes et les résidences secondaires, sur l'économie locale;</p> <p>Les nuisances affectant directement la qualité de vie des riverains : esthétique du cadre de vie altéré, bruit, clignotement, effet d'ombres projetées;</p> <p>Le démantèlement des éoliennes et la remise en état des sites ne sont pas garantis;</p> <p>Les dissensions au sein de nos communautés rurales qui seraient engendrées par la présence d'éoliennes : conflits d'intérêts entre propriétaires fonciers et riverains qui subissent les nuisances, conflits au sein des SIVOS entre les communes implantant des éoliennes et celles les subissant, conflits actuels au sein de la communauté de communes du Pays de Conches;</p> <p>De nombreuses communes voisines sont également opposées aux parcs éoliens industriels, telles que Berville la Campagne, Faverolles la Campagne, Collandres Quincarnon, Portes, Ferrières Haut Clocher, Saint Elier, La Croisière;</p> <p>L'opposition des habitants de notre commune qui ont massivement signé la pétition 2022 contre les éoliennes de Burey;</p> <p>Les analyses économiques et écologiques de l'Académie de Sciences qui mettent en évidence que l'éolien terrestre n'est pas une solution adaptée à la France qui produit déjà de l'électricité décarbonée à 92%.</p>
<b>BUREY</b>	<b>Avis favorable.</b>
<b>CAUGE</b>	<b>Avis défavorable.</b>
<b>COLLANDRES QUINCARNON</b>	<b>Avis favorable.</b>
<b>CONCHES EN OUCHE</b>	<p><b>Avis défavorable :</b></p> <p>La carte de la DREAL est l'outil le plus objectif pour émettre un avis sur le projet. La zone visée à Burey est en zone à fort enjeu avéré, et donc peu favorable à l'implantation de telles installations.</p>
<b>FERRIERES HAUT CLOCHER</b>	<b>Avis défavorable.</b>
<b>ORMES</b>	<b>Contre le projet à l'unanimité.</b>
<b>ROMILLY LA PUTHENAYE</b>	<b>Avis favorable.</b>
<b>SAINTE MARTHE</b>	<p><b>Avis défavorables :</b></p> <p>Les effets néfastes sur le cadre de vie, la tranquillité, voire la santé des habitants,</p> <p>Les nuisances sur le voisinage, l'implantation des éoliennes est à 500m de certaines habitations et à proximité d'une exploitation laitière,</p> <p>Les dépréciations immobilières,</p> <p>L'impact sur la faune.</p> <p>Au regard de la carte émise par la DREAL pour le département de l'Eure, le projet de BUREY est situé dans une zone peu propice à l'implantation d'éoliennes, en aléas forts.</p>

## LES OBSERVATIONS RECUEILLIES

La commission a reçu durant les six permanences 125 personnes.

Les contributions du public sont détaillées dans le procès verbal de synthèse des observations (document joint en annexe).

Nous avons numéroté, classé et analysé au total 511 contributions réparties comme suit :

- 349 contributions sur le registre numérique
- 23 contributions par courriel réintégrés sur le registre numérique
- 94 contributions sur les registres "papier"
- 45 notes ou courriers reçus ou déposés et annexés dans le registre papier

L'association Vents Contraires du Pays d'Ouche nous a remis une pétition signée par 964 personnes et un dossier intitulé "PRESSE locale & nationale sur le projet de Burey et de Louversey"

Madame LE DOLÉDEC nous a remis un dossier intitulé : "ARGUMENTAIRE contre le projet éolien de BUREY (27) - Contre-étude et questions - mars 2023 - Dossier de 82 pages rédigé par Réjane Le Dolédec avec la participation et la signature d'habitants et d'élus du Pays de Conches (75 Signataires - la plupart ont également rédigé des

contributions personnelles sur le registre), un dossier Presse locale & nationale sur le projet éolien de Burey et de Louversey et un dossier "LA POPULATION du Pays de Conches est vivement opposée au projet éolien de Burey"

Nous avons identifié 27 contributions en doublon.

**La participation du public a été, à l'échelle de ce projet, importante avec 470 contributions qui laissent apparaître dans leur grande majorité une opposition au projet :**

**Avis défavorables : 68,5% / Avis favorables : 30.0 % / Autres : 1.5 %**

#### **Communication des observations recueillies**

A l'issue de l'enquête, les membres de la commission ont rédigé un procès verbal de synthèse des observations. Nous l'avons remis en main propre à Madame DUFFOUR à la mairie de BUREY le 7 avril 2023.

Nous avons passé en revue les 37 thèmes des observations recueillies et les questions du public. Nous avons demandé au pétitionnaire comme l'exige la procédure, de nous répondre dans un délai de 15 jours.

Madame DUFFOUR nous a remis à la mairie de Burey le 21 avril 2023 un mémoire en réponse.

---

### **APPRECIATION DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

---

#### **SUR LE CLIMAT DE L'ENQUETE**

Les membres de la commission ont reçu aux permanences des habitants de Burey plutôt favorables au projet et de nombreuses personnes habitant les communes voisines, certains maires et des membres du collectif Vents Contraires du Pays d'Ouche en très forte majorité fortement opposés au projet.

Nous avons pu avoir des échanges très constructifs avec la plupart des personnes venues aux permanences qu'elles soient favorables ou opposées au projet. Nous avons reçu quelques personnes moins ouvertes au dialogue et plus véhémentes mais cela est inhérent à ce type d'enquête.

Nous avons pu constater lors de nos déplacements autour du site du projet un nombre important de riverains qui affichaient à l'aide de banderoles leur opposition au projet.

L'association Vents Contraires du Pays d'Ouche et Madame Le Doledec nous ont remis deux documents recensant les banderoles et panneaux installés aux alentours du projet (48 pages) et les articles de presse locales et nationales contre le projet de Burey et de Louversey (25 pages).

#### **SUR L'AFFICHAGE**

Nous n'avons pas eu d'observations sur l'affichage dans les mairies et sur le site d'implantation du projet. Les lieux d'installation des panneaux autour du site ont été sélectionnés en concertation avec la commission d'enquête pour limiter les risques liés à la circulation et maximiser la visibilité de ces affichages.

#### **SUR LE DOSSIER**

Des déposants se sont plaints du volume trop important du dossier.

La note de présentation, les cartes et plans et les résumés non techniques ont permis d'avoir les grandes lignes du projet et sont de lecture facile.

Les autres documents réglementaires sont nécessaires pour évaluer et appréhender les risques et impacts du projet.

---

## EXPOSE SYNTHETIQUE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

---

### **LES CONTRIBUTIONS DU PUBLIC FAVORABLES AU PROJET (30% des observations)**

La plupart des contributions favorables au projet n'est pas argumentée. Ces personnes ne sont pas opposées au projet et sont favorables à l'énergie éolienne même si cela engendre quelques nuisances.

D'une façon générale pour les contributions favorables, il est mentionné que le parc éolien est une bonne réponse face au réchauffement climatique justifiant la mise en place des énergies renouvelables.

Les avis favorables sont motivés par la nécessité d'indépendance énergétique, par la production d'une énergie économique, par le besoin de produire de l'énergie, par l'apport de retombées financières pour la commune de BUREY, la communauté de communes et le conseil départemental de l'Eure.

Alors que certains opposants au projet plébiscitent le nucléaire, les personnes favorables au projet préfèrent des éoliennes moins polluantes, plus propres, plus naturelles et avec peu de nuisances.

De même, les uns voient des "montres d'acier" alors que les autres voient des "moulins à vent modernes plus esthétiques que des lignes à haute tension ou des silos".

Des déposants favorables au projet trouvent que le site est adapté, situé dans une vaste plaine agricole à distance raisonnable des habitations.

La commission d'enquête a pris note du soutien du Président du SIEGE 27 apporté au Projet de BUREY et à l'exploitant :

*"La transition énergétique est un enjeu majeur de politique publique sur lequel le SIEGE 27 travaille depuis 2015 : Mobilité durable, rénovation énergétique, réseaux techniques et, bien entendu, production d'énergie renouvelable en étroite coopération avec les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. A ce titre, le syndicat d'électricité se réjouit de l'investissement sociétal consenti par la commune de BUREY en accueillant un parc éolien. Conçu par un développeur-exploitant avec lequel le SIEGE 27 collabore en confiance, ce parc contribue à l'atteinte des objectifs régionaux qui accusent un important retard par rapport aux prévisions et impératifs attendus.*

### **LES CONTRIBUTIONS DU PUBLIC DEFAVORABLES AU PROJET (près de 70% des observations)**

Une partie des opposants s'oppose à l'éolien et critique la politique énergétique de la France pour le soutien apporté à l'éolien avec un tarif de rachat élevé. La France est exportatrice d'électricité, le nucléaire apparaissant comme la meilleure source de production. L'éolien n'est ni écologique, ni rentable.

D'autres opposants ne s'opposent pas à l'éolien considérant que les énergies renouvelables doivent être développées, mais pas sur le site de BUREY.

Des opposants au projet dénoncent le projet d'une entreprise étrangère et évoquent une situation capitaliste dans le seul but de générer des profits.

Les principaux arguments évoqués en défaveur du projet de BUREY sont :

- L'impact sur le paysage et le patrimoine
- L'impact sur la santé humaine et animale
- La dépréciation immobilière
- Les dangers pour la biodiversité, la faune, la flore, l'avifaune et les chiroptères
- Les nuisances
- Le rendement du parc et le bridage
- L'artificialisation des terres et la pollution des sols.
- La ZIP est trop proche des habitations

- Pour la France, l'éolien n'est pas écologique
- Le démantèlement
- L'impact sur l'attractivité touristique
- L'impact sur l'activité économique
- La préservation du cadre de vie

Les membres de la commission à travers les entretiens et les documents déposés, notamment la pétition signée par 964 personnes ont pu constater qu'un grand nombre de personnes opposées au projet craignent que le projet de BUREY engendre un deuxième projet à LOUVERSEY. La pétition est, en partie, "contre les projets éoliens en Pays de Conches (Burey, Louversey et alentours)".

---

## **APPRECIATION DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LES PRINCIPAUX THEMES**

---

### ***Sur le problème d'éthique***

Ce projet de parc éolien respecte une procédure précise en matière de réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre, la commission rappelle qu'une demande d'autorisation environnementale doit être déposée auprès des services de l'Etat pour étudier la recevabilité du dossier. Cette recevabilité entraîne, dès lors, l'organisation d'une enquête publique. Le Préfet étant légalement compétent pour arrêter les modalités pratiques de cette dernière.

Au terme de l'enquête publique, après avis de la commission d'enquête, le Préfet de l'Eure décidera, par arrêté, d'accepter ou de refuser le projet d'implantation du parc éolien sur la commune de Burey. Il s'agit de la mise en œuvre des dispositions réglementaires et légales issues notamment du code de l'environnement.

Les différentes étapes ainsi suivies visent, entre autres, à informer le public et à comprendre les éléments substantiels du dossier avec, in fine, une éventuelle modification des éléments, si besoin en cas d'acceptation du projet.

En l'espèce, la procédure a été respectée. L'enquête publique s'est déroulée du 1<sup>er</sup> mars au 1<sup>er</sup> avril 2023. Le préfet devra se prononcer en fonction du rapport de la commission d'enquête et des observations formulées par les différents services publics de l'Etat.

En ce qui concerne le projet de Burey, certaines observations du public se faisait également l'écho des retombées financières du projet au profit de certaines collectivités territoriales qui ne « semblaient » pas les plus impactées dénonçant ainsi un problème d'éthique.

Les répercussions financières du projet pour les collectivités territoriales et pour l'établissement public de coopération intercommunale, la communauté de communes du Pays de Conches, sont évoquées dans le dossier en toute transparence. Il semble que la communauté de communes du Pays de Conches soit même disposée à distribuer les fonds qu'elle percevrait aux communes concernées par le projet mais non bénéficiaires de ceux-ci.

La commission d'enquête n'a pas d'observation complémentaire à émettre sur ce thème dans la mesure où la procédure est régulière.

### ***Sur l'information du public et la concertation***

La commission a demandé, dès sa connaissance des éléments du dossier soumis à enquête publique, demandé les mesures prises en termes d'information et de concertation de la population et des élus. Ces éléments ont été intégrés au dossier.

Ainsi, le pétitionnaire a évoqué les différentes lettres d'information, le porte-à-porte avec ses modalités pratiques organisationnelles notamment temporelles, les permanences ainsi que les présentations orales du projet dans certaines assemblées délibérantes. La commission a néanmoins regretté qu'une réunion publique

avec la population, et non seulement avec les élus, n'ait pas été organisée pour compléter et non suppléer les mesures déjà prises.

En outre, la commission d'enquête regrette l'organisation du porte-à-porte pendant la période de vacances scolaires et juge qu'il aurait été souhaitable que le questionnaire et les résultats détaillés de ce sondage soient mieux explicités au sein du dossier. Les modalités pratiques sont néanmoins bien explicitées dans la réponse d'EPDR dans le mémoire en réponse.

Nonobstant cette absence de réunion publique facultative, force est de constater que le public était informé du projet et/ou pouvait se renseigner auprès des services du pétitionnaire ou des élus locaux.

### ***Sur la cartographie des zones favorables de la DREAL en date du 20 décembre 2022***

Cette cartographie fait partie des arguments principaux qui sont à l'origine du rejet du projet par les opposants et par les élus qui ont émis un avis défavorable sur le projet.

A la lecture de cette carte, il était légitime de conclure que la zone d'implantation du projet de Burey n'était pas adaptée pour recevoir un parc éolien et pouvait, à juste titre, être considérée comme une zone défavorable.

La commission d'enquête a sollicité la DREAL à ce sujet le 17 avril 2023. Dans son courrier de réponse en date du 17 avril 2023 (cf thème N°4 du rapport), le Chef de l'Unité Bidépartemental EURE ORNE nous a indiqué que dans le cadre de ce projet, le niveau d'enjeux est lié aux servitudes aéronautiques de la base aérienne 105. Le ministère des armées, après une étude détaillée du projet, a émis un avis favorable assorti de prescriptions.

De ce fait, la zone n'apparaît pas défavorable à l'implantation d'un parc éolien sur ce secteur.

### ***Sur la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage du Bois Morin***

Les membres de la commission d'enquête se sont interrogés sur l'impact de la construction et de l'exploitation d'un parc éolien situé sur l'emprise de la Zone de Protection de l'Aire d'Alimentation du captage du Bois Morin (Ferrières Haut Clocher).

La commission d'enquête a sollicité l'ARS NORMANDIE à ce sujet le 11 avril 2023. Dans son courriel de réponse en date du 17 avril 2023 (cf thème N°15 du rapport), le Pôle santé environnement de la Direction de la santé publique nous a indiqué que "la ZPAA du captage du Bois Morin ne constitue pas un élément contraignant pour ce projet de parc éolien".

La réponse apportée par l'ARS NORMANDIE est apparue aux membres de la commission comme une réponse sur la conformité réglementaire du projet par rapport à la ZPAA.

Nous considérons que la ressource en eau potable est une priorité pour la population et que tout risque aussi minime soit-il puisse être écarté.

C'est pour cela que la commission demande que l'autorisation environnementale soit subordonnée à une étude effectuée par un hydrogéologue agréé pour éviter tout risque de pollution du captage.

### ***Sur la présence de cavités souterraines et de marnières***

Bien qu'aucune cavité n'ait été recensée sur la zone d'implantation potentielle, la présence de marnières ou de cavités souterraines est avérée à proximité.

Comme indiqué dans le mémoire en réponse du Maître d'ouvrage, une étude géotechnique vérifiera l'absence de cavité souterraine et d'anomalie du sous-sol préalablement à leur édification.



### ***Sur l'impact sur le paysage, patrimoine et cadre de vie***

En ce qui concerne le patrimoine, comme le rappelle le courrier du 14 avril 2022, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Eure a rappelé qu'un travail d'échanges a été mené avec le porteur de projet depuis plusieurs années « *afin que les enjeux patrimoniaux soient les mieux pris en compte.*

*Les impacts sur les monuments historiques ont été correctement analysés et un travail particulier a été mené sur les vues depuis le belvédère de Conches-en-Ouche mais aussi depuis le château du Tremblay-Omonville et depuis les hauteurs d'Evreux afin notamment de voir les interactions visuelles avec la Cathédrale d'Evreux ».*

A ce titre, un avis réservé et non défavorable a été rendu par l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Eure.

En termes d'impacts paysagers et de cadre de vie, la commission d'enquête est consciente que l'implantation de ce parc éolien aura des conséquences visuelles sur ce secteur majoritairement agricole. Comme évoqué dans les observations et le mémoire en réponse du pétitionnaire, les éoliennes seront visuellement perceptibles de manière différente en fonction de la topographie du lieu d'observation et de la « concurrence » avec d'autres monuments ou installations aux abords du parc.

Pour autant, l'étude et les dispositions envisagées par le pétitionnaire et explicitées dans le dossier prennent en considération les éléments paysagers dans l'optique de réduire au maximum les inconvénients du projet avec notamment la mise en place de mesures d'accompagnement des riverains ou encore de mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi.

### ***Sur l'impact sur la santé humaine et animale***

Le rapport de l'ANSES de mars 2017 indique :

L'exposition aux infrasons et basses fréquences sonores des éoliennes ne constitue qu'une hypothèse d'explication de ces effets, parmi les nombreuses rapportées (bruit audible, visuels, stroboscopiques, champ électromagnétique, etc.). Cette situation n'est pas spécifique aux éoliennes. Elle peut être rapprochée de celles rencontrées dans d'autres domaines, comme celui des ondes électromagnétiques.

Il est très difficile d'isoler, à l'heure actuelle, les effets sur la santé des infrasons et basses fréquences sonores de ceux du bruit audible ou d'autres causes potentielles qui pourraient être dues aux éoliennes.

La campagne de mesure réalisée par l'ANSES :

- confirme que les éoliennes sont des sources de bruit dont la part des infrasons et basses fréquences sonores prédomine dans le spectre d'émission sonore ;
- ne montre aucun dépassement des seuils d'audibilité dans les domaines des infrasons et basses fréquences sonores (< 50 Hz).
- aucune étude épidémiologique ne s'est intéressée à ce jour aux effets sur la santé des infrasons et basses fréquences sonores produits spécifiquement par les éoliennes.

À l'heure actuelle, le seul effet observé par les études épidémiologiques est la gêne due au bruit audible des éoliennes.

Un plan de gestion sonore permettant de respecter la réglementation en termes d'émergence et /ou de niveau de bruit ambiant est prévu par le maître d'ouvrage. Réglementation applicable (arrêté du 26 août 2011)

En France, la plupart des parcs éoliens cohabite avec des élevages sans aucun problème. Il existe, effectivement, quelques éleveurs qui rencontrent des cas de surmortalité, de baisse de la production laitière ou de changement de comportement de leurs animaux, stress...

La commission considère qu'il n'y a donc pas de raison pour que les élevages situés à proximité du parc éolien de BUREY rencontrent les mêmes difficultés qu'ont rencontré ces quelques cas isolés.

### ***Sur l'impact sur la biodiversité, la faune, l'avifaune et les chiroptères***

Le dossier soumis à enquête publique analyse les inconvénients et effets néfastes de cette implantation d'un parc éolien sur l'avifaune et les chiroptères. Les données transmises, le questionnement de la MRAe et les réponses apportées par le pétitionnaire sur ce thème démontrent que cette problématique doit être traitée dès la mise en service de l'installation et au cours de son exploitation. Ainsi, la réflexion autour d'un bridage supplémentaire doit aussi être évoquée lorsque celle-ci est indispensable à la préservation des espèces sensibles ou non, et ce dans le respect des engagements contractuels de l'Etat.

En tout état de cause, au regard des éléments transmis, l'étude d'impact sur l'environnement conclut à un « *impact non significatif sur les espèces patrimoniales et notamment les espèces d'intérêt communautaire* ».

Lors de la réunion de remise du mémoire en réponse par EDPR, nous avons évoqué un plan de bridage pour la préservation des chiroptères permettant de couvrir 95% de l'activité chiroptologique quelque soit la hauteur.

La commission souhaite que ce plan de bridage et les mesures de protection de l'avifaune en général (plan de bridage, système de détection des comportements à risque du Busard Saint Martin et de régulation des éoliennes le cas échéant...) soient prescrits dans l'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale.

### ***Sur l'attractivité touristique***

Au cours de l'enquête publique et lors des échanges avec le public, la thématique de perte d'attractivité touristique a été évoquée. Au regard de ces craintes, le pétitionnaire a abordé les actions envisageables afin de développer l'activité touristique autour des éoliens, notamment au moyen de balades et de randonnées.

Par ailleurs, la commission d'enquête publique a souhaité contacter directement les gîtes de France de l'Eure, mentionnés dans des contributions du public, afin de connaître la politique réellement menée par ces derniers en termes de labellisations des lieux d'accueil, que ce soit des gîtes et des chambres d'hôtes aux abords des parcs éoliens. Il a ainsi été confirmé l'absence d'exclusion ou de refus de labellisation sur ce motif.

Par conséquent, la commission d'enquête estime que les craintes évoquées par le public ne sont pas confirmées.

### ***Sur l'impact sur l'activité économique***

L'impact des éoliennes sur l'activité économique a fait l'objet de contributions du public. Par ailleurs, la commission d'enquête a pris bonne note de l'arrêt envisagé par les propriétaires des travaux de rénovation du château de Faverolles la Campagne en cas d'implantation du parc éolien. Cette décision individuelle mettrait, dès lors, un terme à plusieurs commandes auprès d'entreprises et d'artisans locaux.

L'activité économique de proximité est essentiellement présente dans la commune la plus proche, à savoir Conches en Ouche.

La commission d'enquête considère d'une part, que la baisse d'activité elle-même et, d'autre part, que la corrélation directe entre l'implantation du parc éolien et la baisse potentielle de l'activité économique ne sont pas suffisamment démontrées. Ce sont les réactions des particuliers qui seraient la cause de cette baisse potentielle. L'impact positif sur l'activité économique de l'implantation de ce parc éolien sur la commune de Burey n'est pas davantage démontré.

### ***Sur la proximité des habitations***

La commission s'est déplacée à plusieurs reprises sur le site projeté du parc éolien ainsi qu'aux abords de ce dernier sur les différentes communes limitrophes afin d'appréhender avec objectivité les distances projetées des quatre éoliennes vis-à-vis des habitations. Il apparaît que les normes réglementaires et légales dans ce domaine, notamment l'arrêté du 26 août 2011 modifié, sont respectées.

Indépendamment de cet élément, force est de constater que les distances seront différemment perçues en fonction de l'endroit d'observation des personnes de ce parc éolien.

### ***Sur les nuisances***

L'implantation d'un parc éolien est source de nuisances (nuisances visuelles, sonores, effets stroboscopiques...)

L'appréciation des nuisances visuelles est propre à l'acceptabilité de chaque individu.

Concernant les nuisances sonores, les prescriptions de bridages qui seront prescrites dans l'autorisation environnementale éviteront les dépassements des normes autorisées.

### ***Sur la dépréciation immobilière***

De manière évidente, l'implantation d'éoliennes impacte la valeur immobilière de certains biens situés à proximité. Plusieurs facteurs sont évoqués par les opposants au projet, en premier lieu l'impact visuel, mais sont également évoqués comme nuisances : le bruit, l'effet stroboscopique, le clignotement lumineux nocturne ou encore l'impact supposé sur la santé.

Il est difficile de généraliser sur les pourcentages de la dépréciation immobilière et sur le nombre de biens concernés. La situation de chaque bien est unique et son éventuelle dépréciation est en fonction de l'impact réel des éoliennes sur ce bien.

La dépréciation est d'autant plus importante selon la qualité architecturale du bien, son orientation et de sa proximité avec les éoliennes.

Dans les zones à forte demande (proximité de ville), cette dépréciation est moindre. Le projet de BUREY n'est pas situé dans une zone "tendue", ainsi, l'impact sur les prix de vente de certains biens impactés pourrait être plus important.

Néanmoins, la hauteur "modérée" des éoliennes de 120m et le nombre de 4 éoliennes limiteront l'impact visuel.

Il est à noter que les habitations les plus proches du projet sont les fermes du Boulay et du Clos Morin, situées respectivement à 550 mètres et 630 mètres des éoliennes E1 et E2. Elles sont parties prenantes au projet puisque ce sont les propriétaires du foncier de la ZIP.

Les habitations qui pourraient être dépréciées sont situées dans les hameaux à proximité de la ZIP (Les Buissons 750 m, Les Flimins 915 m, Le Breuil 1000 m) et dans la moindre mesure Le Coudray 1400 m et le château de Faverolles la Campagne 1400 m.

Chaque cas étant unique, cette perte de valeur est reconnue par les tribunaux au cas par cas.

Les propriétaires du foncier de la ZIP, la commune de BUREY, la communauté de communes du Pays de Conches et le Département de l'Eure bénéficieront des retombées financières alors que certains habitants pourraient constater une perte d'importance variable de leurs valeurs patrimoniales. Cela fait surgir, à juste titre, un sentiment d'injustice.

Du point de vue du voisinage, cette dépréciation immobilière est l'une des conséquences les plus prégnantes même si cela ne concerne que quelques biens immobiliers d'autant plus que les projets éoliens ne prévoient pas d'indemnisation systématique des moins-values, lesquelles sont difficiles à évaluer.

### ***Sur la réception télévisuelle et les réseaux de communication***

Le solutionnement des perturbations est à la charge de l'exploitant du parc. Ces impacts potentiels, s'ils se produisent, seront traités par le Maître d'ouvrage. Dès lors que des problèmes de réception sont avérés, les mesures de correction pourront consister en une intervention sur le matériel de réception afin de les corriger

(réorientation de l'antenne, pose d'une parabole...). L'intégralité des frais occasionnés par cette gêne sera prise en charge par le Maître d'ouvrage.

### ***Sur le raccordement du parc au réseau électrique***

EDPR précise : Le tracé et les caractéristiques de l'offre de raccordement seront définis avec précision lors de la proposition technique et financière, qui ne pourra être réalisée par Enedis qu'après obtention de l'autorisation environnementale par l'exploitant du parc éolien. Enedis s'assure de l'accord de l'ensemble des propriétaires fonciers (communaux ou départementaux : sauf exception, construit son réseau en domaine public).

En France, la quasi-totalité des raccordements des parcs éoliens ne pose aucun problème sanitaire.

Le respect des normes techniques du raccordement est de la responsabilité d'Enedis. La commission considère qu'il n'y a donc pas de raison d'avoir des craintes pour le raccordement du parc éolien de BUREY.

### ***Sur la proximité de la base 105***

Dans un courrier du 17 mai 2022, pour le directeur de la sécurité aéronautique d'état et par délégation le colonel Franck DUMORTIER, directeur adjoint de la circulation aérienne militaire a donné son autorisation pour la réalisation du projet sous réserve que chaque éolienne soit équipée de balisages diurne et nocturne.

Dans un courrier daté du 17 avril 2023, suite à un questionnaire de la commission d'enquête la DREAL indique que le ministère des armées a procédé à une étude détaillée du projet et a émis un avis favorable assorti de prescriptions qui pourront être reprises dans un arrêté d'autorisation d'exploitation.

### ***Sur le rendement du parc et du bridage***

L'autorisation environnementale va imposer au maître d'ouvrage des prescriptions pour éviter ou limiter l'impact sur l'avifaune et sur les nuisances sonores du parc. L'incidence sur le rendement sera évaluée par EDPR qui au final pourra décider d'abandonner le projet si le rendement est jugé trop faible pour obtenir une rentabilité financière.

### ***Sur l'artificialisation des sols et la pollution des sols***

EDPR précise que la conception du parc a été faite de telle sorte que 2 éoliennes sur 4 sont accolées à des chemins existants, évitant la création de chemins d'accès supplémentaires. Par ailleurs, l'emplacement des éoliennes ainsi que l'orientation des plateformes ont été travaillées en collaboration avec les exploitants des parcelles concernées afin d'optimiser les conditions de travail et les cultures.

Les plateformes et les accès à créer correspondent à 0,7 ha de surface impactée de façon permanente.

Enfin, la Chambre d'agriculture de l'Eure a été consultée en amont du projet et ne s'est pas positionnée défavorablement sur le projet.

La commission constate que le projet est conforme aux attentes de la chambre d'agriculture de l'Eure quant aux usages partagés des terres agricoles en accord avec les exploitants et la nécessité d'utiliser les chemins existants afin de minimiser l'impact sur la consommation des terres agricoles.

A la fin de l'exploitation, la remise en état du site permettra une reprise de l'activité agricole.

### ***Sur les dangers (projection, incendie...)***

EDPR à travers l'étude des dangers a évalué les risques potentiels du projet de BUREY.

Dans la synthèse de l'acceptabilité des risques, EDPR a procédé à une évaluation à l'aide de la cotation des risques selon la matrice de criticité de la circulaire du 10 mai 2010. Il en ressort qu'au regard de la matrice ainsi complétée aucun accident n'apparaît dans les cases rouges de la matrice. Tous les risques détectés sont d'un niveau acceptable.

La commission d'enquête considère que les risques prévisibles au titre de cette implantation d'un parc éolien sont cohérents et sont bien développés dans ce dossier.

### ***Sur le démantèlement, le recyclage des éoliennes et les garanties financières***

Les conditions du démantèlement du parc à la fin de son exploitation et de remise en état de ses emprises sont fixées par la réglementation.

La mise en service du parc éolien est subordonnée à la preuve de la constitution d'une garantie financière dont le montant est réglementé et réévalué tous les cinq ans (200 000 € pour le projet de BUREY).

De même pour le recyclage des éoliennes, celui-ci est encadré par la réglementation.

La majeure partie des composants des éoliennes et du câblage (acier, cuivre, aluminium, béton...) sont recyclés. Seules les pales et les éléments en composites posent problèmes.

EDPR précise dans son mémoire en réponse qu'elle a signé un partenariat avec l'entreprise espagnole TRC, qui développe une technologie de recyclage des fibres contenues dans les pales des éoliennes.

A la fin de l'exploitation, la remise en état du site permettra une reprise de l'activité agricole.

La commission considère que le démantèlement, le recyclage des éoliennes et les garanties financières sont conformes à la réglementation.

### ***Sur l'acceptabilité du projet par les communes et les habitants***

Les contributions des habitants de la commune de BUREY sont, en grande majorité, favorables au projet de BUREY.

La communauté de communes du Pays de Conches ne s'est pas positionnée sur ce projet (50% Pour, 50% contre).

Un nombre important de conseils municipaux du rayon des 6 km s'est prononcé contre le projet de BUREY : (BERVILLE LA CAMPAGNE - BARQUET - LA CROISILLE – PORTES – SAINT ELIER – TILLEUL DAME AGNES – CAUGE – CONCHES EN OUCHE –FERRIERES HAUT CLOCHER – ORMES — SAINTE MARTHE)

Les communes de BUREY - EMANVILLE – COLLANDRES QUINCARMON – ROMILLY LA PUTHENAYE sont favorables au projet.

Il est à noter que certaines communes ne souhaitent pas de parc éolien à proximité de leur territoire et que d'autres communes ont pu rendre un avis défavorable par rapport à la cartographie de la DREAL comme le conseil municipal de Conches en Ouche qui motive son avis défavorable par "*Cette carte de la DREAL est l'outil le plus objectif pour émettre un avis sur le projet situant le projet....La zone visée à Burey est en zone à fort enjeu avéré, et donc peu favorable à l'implantation de telles installations*".

En règle générale, les arguments évoqués par les communes rejoignent les arguments évoqués par le public.

Des contributions défavorables au projet ont été formulées en grand nombre par des personnes ne résidant pas dans les communes du rayon de 6 km.

81 personnes se sont associées au dossier "Argumentaire" remis à la commission d'enquête par Madame LE DOLEDEC et l'association Vents Contraires du Pays d'Ouche.

Nous avons pris note de la pétition remise par l'association et signée par 964 personnes. Cette pétition regroupe des pages intitulées "contre le projet de Burey" et d'autre "Pétition contre les projets éoliens en Pays de Conches (Burey, Louversey et alentours)". Sans remettre en cause la véracité et la sincérité de cette pétition, la

commission d'enquête n'est pas en mesure de vérifier l'authenticité des signataires, lesquelles sont parfois manquantes ou ne comportent pas de nom.

La commission d'enquête n'est pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle la population locale serait massivement opposée au projet car elle ne l'a pas constatée lors des permanences (à peine une petite centaine de personnes défavorables au projet qui pour la plupart ont déposé soit sur le registre papier soit sur le registre numérique soit sur les deux) et lors de l'analyse des contributions (beaucoup de contributions provenant de personnes ne résidant pas dans la région). Par contre, nous avons constaté à travers les avis des communes un rejet du projet par de nombreux élus.

### ***Sur les mesures d'évitement et de réduction***

L'alignement des éoliennes pour minimiser l'impact visuel depuis le belvédère de Conches en ouche et la bourse aux arbres vont dans le sens de la réduction de l'impact visuel du projet.

Les autres propositions (la restauration de la chapelle de Burey / La création d'un itinéraire de randonnée / l'installation d'une table de lecture) sont des mesures qui n'interviennent pas dans le cadre de la réduction des nuisances, mais sont proposées pour améliorer le cadre de vie.

### ***Sur l'absence de justification du choix du site***

Les dispositions relatives à l'étude d'impact sont notamment contenues dans l'article R.122-5 du code de l'environnement. Cette étude doit comprendre « *une description de la localisation du projet* ».

Selon la MRAe, toute proposition de site doit répondre aux objectifs liés au respect d'une distance minimale de 500 mètres par rapport aux zones habitées et à vocation d'habitat, à la prise en compte des contraintes techniques, à l'évitement des habitats naturels les plus sensibles, à l'optimisation du potentiel énergétique et à la recherche de la maximisation des retombées économiques.

La commission d'enquête note que ces éléments ont été pris en compte et sont développés dans l'étude d'impact justifiant le choix de localisation du projet sur la commune de Burey au regard des enjeux environnementaux et de santé humaine ainsi que des contraintes liées par exemple à l'éloignement des habitations, aux caractéristiques de vent, aux capacités du réseau électrique, à la volonté municipale d'implantation d'un parc ou encore à la compatibilité avec les documents d'urbanisme existants du territoire pressenti pour cette implantation. D'ailleurs, il y a lieu de souligner que le pétitionnaire a souhaité proposer quatre scénarii d'implantation afin de réduire au maximum l'impact des éoliennes sur l'environnement et la santé.

En ce sens, les dispositions réglementaires sont respectées pour ce site sur la commune de Burey.

Pour autant, il aurait été préférable sans être substantiel, pour une parfaite connaissance du public, de détailler dans ce dossier les raisons d'implantation à cet endroit. Il semble logique dans le cadre d'un investissement financier important sur plusieurs années, pour répondre à une politique nationale en faveur du développement des énergies renouvelables, que ce choix soit le résultat, en amont, de la combinaison et de la comparaison de tous les critères précités avec d'autres potentiels sites sur le département de l'Eure.

### ***Sur l'aérodrome privé de La Croisille***

Un aérodrome privé situé sur la commune de la Croisille dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation N°D3BPA220381. Cette activité n'est pas compatible avec la présence d'éoliennes à proximité.

EDPR précise que l'arrêté d'autorisation de l'aérodrome privé date du 9 septembre 2022. Or l'avis favorable de la DGAC sur le projet éolien de Burey a été rendu avant l'arrêté, à savoir le 31 mars 2022. La DGAC conseille qu'un accord soit trouvé entre le propriétaire de l'aérodrome et la société.



La commission d'enquête doute qu'une solution amiable soit trouvée entre le propriétaire et le maître d'ouvrage. La réponse à cette problématique est pourtant essentielle pour la poursuite de ce projet.

### **Sur le maître d'ouvrage EDPR**

La commission prend acte du soutien apporté par le Président du SIEGE 27 au maître d'ouvrage : *"Conçu par un développeur-exploitant avec lequel le SIEGE 27 collabore en confiance"*

### **Sur les capacités techniques et financières du maître d'ouvrage EDPR**

EDPR déclare financer l'intégralité de ses projets éoliens et solaires en fonds propres. Cette stratégie garantit la faisabilité des projets indépendamment des incertitudes économiques et du climat bancaire.

Le président du SIEGE 27 conforte les capacités financières d'EDPR *"conçu par un développeur-exploitant avec lequel le SIEGE 27 collabore en confiance"*.

---

## **AVIS DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE PROJET**

---

### **Rappel sur le fonctionnement d'une commission d'enquête**

Conformément au code d'éthique et de déontologie des membres de la Commission Nationale de Commissaires Enquêteurs (approuvé le 16 avril 2015) il est précisé Alinéa 28 :

*« Le commissaire enquêteur membre d'une commission d'enquête exprime son avis personnel au sein de la commission, mais, d'une part il respecte le caractère confidentiel des délibérations de la commission, et d'autre part il se soumet à l'avis majoritaire des membres de la commission. A l'extérieur de celle-ci, il s'exprime au nom de la commission d'enquête et conformément à la position définie par la majorité de ses membres. »*

### **Avis des membres de la commission d'enquête**

Au terme de l'enquête publique préalable à l'autorisation environnementale relative à l'exploitation d'un parc éolien de 4 aérogénérateurs sur le territoire de la commune de BUREY – 27190 présentée par la société EDPR France Holding via sa filiale la SAS Le Chemin de la Corvée 25, quai Panhard-et-Levassor - 75013 Paris,

Après avoir analysé le dossier d'enquête, l'avis de l'Autorité environnementale, les contributions du public, le mémoire en réponse du maître d'ouvrage au procès-verbal de synthèse des observations du public et ses réponses à nos questions, et avoir pris connaissance des avis exprimés par les conseils municipaux des communes situées dans le rayon réglementaire de 6 km,

Après avoir visité le site projeté, le belvédère de Conches en Ouche, les hameaux des Flimins et les Buissons, les alentours du château de Faverolles la Campagne et les communes du rayon de 6km, pour apprécier les impacts sur les riverains, sur les paysages, évaluer les enjeux environnementaux et le patrimoine en covisibilité,

Après s'être rendu sur le site du parc éolien géré par EDPR de Roman-Grandvilliers et sur le site du parc éolien de Tilleul Othon- Beaumontel pour évaluer l'impact visuel et l'impact sonore des éoliennes en fonctionnement,

Après avoir échangé avec divers services de l'Etat (DREAL et ARS) et avoir consulté divers "sachants" et riverains d'un parc éolien,

Compte tenu des commentaires formulés précédemment sur chaque thème, les membres de la commission ont mis en balance les avantages de l'opération projetée et ses inconvénients :

Avantages :

- Le projet se situe dans une zone définie comme propice à l'implantation de parcs éoliens dans le Schéma Régional Eolien de l'ex-région Haute-Normandie
- le projet dont la finalité est de produire une énergie peu émettrice de CO2 permet de répondre à la problématique du réchauffement climatique.
- le projet favorise la nécessaire indépendance énergétique de la France.
- le projet est une réponse au besoin grandissant de produire de l'électricité suite à l'augmentation de la consommation électrique (véhicule électrique, pompe à chaleur, climatisation...)
- le projet est une réponse à la baisse de production de l'énergie d'origine hydraulique et nucléaire suite aux périodes de sécheresse à venir conséquence du réchauffement climatique.
- Le parc est de "petite" taille (4 éoliennes de 120m)
- Le site ne présente pas de covisibilité avec d'autres parcs, il n'y aura pas de saturation visuelle du paysage.
- le site après démantèlement et remise en état pourra de nouveau reprendre son activité agricole. Et pendant l'exploitation, le site pourra permettre le maintien de l'activité agricole aux abords ainsi que le développement d'actions de type randonnées.
- Le projet dispose d'un plan de bridage pour limiter les nuisances sonores et l'impact sur l'avifaune et les chiroptères.
- le projet constitue un apport financier pour la commune de BUREY, la communauté de communes du Pays de Conches en Ouche et pour le Département de l'Eure
- Le projet est soutenu et encouragé par le Président du SIEGE 27 qui collabore déjà en confiance avec EDPR
- Le Maître d'ouvrage est développeur- exploitant
- L'avis favorable du Conseil Municipal de Burey où sera implanté le projet de parc éolien
- Le Maître d'Ouvrage dispose de capacités financières pour mener à bien ce projet et les obligations en matière de démantèlement permettent de s'assurer d'une remise en état du site en fin d'exploitation
- La situation du parc éolien proche du poste source prévu pour le raccordement électrique.

Inconvénients :

- Le paysage et le cadre de vie des habitants situés à proximité du site seront modifiés
- L'impact sur l'avifaune et sur les chiroptères est à prendre en considération
- Les nuisances durant la phase de travaux (bruit, transport, poussière) sont prévisibles
- Le risque que des habitants situés à proximité du site développent un syndrome éolien
- Le risque de nuisances sonores pouvant exister dans certaines conditions
- Une dépréciation immobilière possible pour certaines habitations.
- La situation de la ZIP placée sur la zone de protection de l'aire d'alimentation du captage du Bois Morin
- La présence d'un aérodrome privé incompatible avec la présence d'éoliennes à proximité
- Le rejet du projet par un grand nombre d'élus et d'une partie des habitants des communes du rayon des 6 km.

Les membres de la commission d'enquête ont pris en compte les éléments de la cartographie de la DREAL et, notamment, le fait que le niveau d'enjeu de cette dernière est lié aux servitudes aéronautiques de la base 105. En outre, il a aussi été retenu que le ministère des armées, après une étude détaillée du projet, a émis un avis favorable assorti de prescriptions.

De même, la commission d'enquête a pris en considération la zone de protection de l'Aire d'Alimentation du captage du Bois Morin, laquelle ne constitue pas un élément contraignant pour ce projet de parc éolien, mais devra faire l'objet d'une étude hydrogéologique.

Les membres de la commission d'enquête ont considéré que la balance avantages/inconvénients est en faveur du projet de l'implantation du parc éolien de BUREY, mais que l'autorisation environnementale doit être assortie de prescriptions strictes pour garantir une exploitation sans risques pour la population, pour préserver la ressource en eau potable et garantir au voisinage une jouissance paisible de son bien.

En conséquence, la commission émet un **AVIS FAVORABLE** à la demande d'autorisation environnementale relative à l'exploitation de quatre aérogénérateurs sur la commune de Burey 27190 présentée par la société EDPR France Holding via sa filiale la SAS Le Chemin de la Corvée 25, quai Panhard-et-Levassor - 75013 Paris

### **ASSORTI DES RESERVES SUIVANTES**

#### **LA MISE EN PLACE D'UN PLAN DE BRIDAGE POUR LA PROTECTION DE L'AVIFAUNE ET DES CHIROPTERES.**

EDPR s'est engagé à mettre en place un bridage pour la préservation des chiroptères qui permettra de couvrir 95% de l'activité chiroptologique quelque soit la hauteur en fonction de 4 critères cumulés :

- Saison, d'avril à octobre (cette période pouvant être ajustée en fonction des résultats des suivis éthologiques)
- Températures à hauteur de nacelle (supérieure à 8°C)
- Vitesse du vent à hauteur de nacelle (inférieure à 7m/sec)
- Humidité (En l'absence de précipitation)

L'arrêt des éoliennes devra être effectif de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil, aussi longtemps que les quatre critères cumulatifs sont réunis. La plage horaire est étendue avant et après le coucher du soleil, les chiroptères étant actifs sur une large plage horaire.

Une station météo installée dans la zone battue par les pales permettra de s'assurer en temps réel que les paramètres sont atteints.

Ce bridage sera renforcé ou allégé en fonction des résultats des suivis d'activité et de mortalité du parc éolien en exploitation.

La commission d'enquête demande à monsieur le Préfet de prescrire dans son arrêté portant autorisation environnementale ces mesures et celles concernant la protection de l'avifaune en général (plan de bridage, système de détection des comportements à risque du Busard Saint Martin et de régulation des éoliennes le cas échéant...).

#### **LA MISE EN PLACE D'UN PLAN DE BRIDAGE POUR LIMITER LES NUISANCES SONORES**

La commission d'enquête demande à monsieur le Préfet de prescrire dans son arrêté portant autorisation environnementale un plan de bridage pour annihiler les dépassements des seuils réglementaires. Des contrôles devront être mis en place dès la mise en service du parc et être reconduits régulièrement durant la première année de fonctionnement afin d'éviter toute gêne pour le voisinage.

#### **LA REALISATION D'UNE ETUDE HYDROGEOLOGIQUE POUR GARANTIR LA PROTECTION DU CAPTAGE DU BOIS MORIN**

La commission d'enquête demande à monsieur le Préfet de prescrire dans son arrêté portant autorisation environnementale une étude hydrogéologique réalisée par un hydrogéologue agréé qui vérifiera l'absence de risques réels de pollution de la ressource en eau potable du captage du Bois Morin.

#### **LA REALISATION D'UNE ETUDE GEOTECHNIQUE POUR EVITER LE RISQUE "CAVITES SOUTERRAINES ET MARNIERES "**

Bien qu'aucune cavité n'ait été recensée sur la zone d'implantation potentielle, la présence de marnières ou de cavités souterraines est avérée à proximité.

La commission d'enquête demande à monsieur le Préfet de prescrire dans son arrêté portant autorisation environnementale une étude géotechnique qui vérifiera l'absence de cavité souterraine et d'anomalie du sous-sol préalablement à l'édification des éoliennes. Cette vérification devra être réalisée à une profondeur pertinente et cohérente au regard des marnières précédemment situées à proximité de manière à rassurer la population.

**LE SOLUTIONNEMENT DE LA PRESENCE INCOMPATIBLE DE L'AERODROME PRIVE DE LA CROISILLE AVEC LE PROJET DE PARC EOLIEN**

A défaut d'entente amiable entre les parties (EDPR et le propriétaire de l'aérodrome) avant la prise de l'arrêté d'autorisation environnementale, les services de l'Etat devront prendre les mesures utiles pour trouver une solution afin d'éviter tout risque accidentel.

Le 30 avril 2023,

Membre titulaire

Natacha LECOCQ



Le président de la commission

Jean-François BARBANT



Membre titulaire

Gilles SAPIN

